

Étude des crédits

2024-2025

**Renseignements généraux
et particuliers**

Conseil du statut de la femme

25 avril 2024



ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question
1	Voyages hors QC
2	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets
3	Publicité, articles promotionnels et commandites
4	Conférences de presse, événements
5	Formation en communication
6	Contrats
7	Appels d'offres publics
8	Consultants externes
9	Développements informatiques
10	Hébergement de données
11	Dépenses diverses
12	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
13	Effectifs
14	Départ à la retraite
15	Baux
16	Actifs immobiliers excédentaires
17	Aménagement
18	Membres du Cabinet
19	Budget discrétionnaire
20	Personnel hors structure
21	Personnel en disponibilité
22	Occasionnels mis à pied
23	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
24	Abonnements
25	Billets de saison, loges, club privé
26	Sites Internet
27	Visites ministérielles et sous ministérielles
28	Adjointes parlementaires
29	Entités administratives - créées, fusionnées, scindées, abolies
30	Crédits périmés et gel de crédits
31	Revenus autonomes et tarification
32	Plan de réduction
33	Transferts du gouvernement fédéral
34	Primes au rendement et bonis - SCT
35	Primes au rendement et bonis - Cabinet
36	Primes de départ, allocation de transition
37	Augmentations de salaire
38	Reconduction des programmes existants
39	Initiative ou majoration programmes existants
40	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques
41	Taux d'absentéisme
42	Cotisation à des associations
43	Sondages
44	Compensation - Émissions de gaz à effet de serre
45	Transfert d'emplois gouvernementaux en région
46	Plan d'action - Personnes handicapées 2021-2024
47	Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028
48	Rapport CSDEPJ
49	Autre plan d'action ministériel ou interministériel
50	Mesures de télétravail/travail à distance
51	Remboursement matériel télétravail
52	Soutien employés - santé mentale
53	Contrats - firmes consultation
54	CT réunions
55	Formations
56	Concours et tirages
57	Communications/affaires publiques
58	Incidents de sécurité de l'information
59	Rémunération des stages
60	Consultation autochtone
61	Contrats conclus de gré à gré - Proportion et nombre
62	Contrats - firmes consultation
63	Dépenses supplémentaires COVID-19
64	Dépenses implantation nouveau régime de dotation
65	Amendes perçues 5 dernières années
66	Contrats sous-traitance
67	Services tarifés
68	Actifs possédés - meubles et immeubles
69	Coûts de système
70	Sommes versées dommages exemplaires
71	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats
72	Demandes d'accès à l'information
73	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée
74	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR1	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référez à la réponse de la demande générale 5.
NR2	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR3	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référez à la réponse de la demande générale 14a.
NR4	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande générale 15.
NR5	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande générale 16.
NR6	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande générale 17.
NR7	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande générale 13o.
NR8	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, par mission.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR9	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2023-2024, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR10	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande générale 37.
NR11	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande générale 3
NR12	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR13	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR14	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR15	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du ROAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référez à la réponse de la demande générale 13o.
NR16	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR17	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référez à la réponse de la demande générale 13q.
NR18	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande générale 13n.
NR19	N/A	G04	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référez à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR20	N/A	G05	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référez à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR21	N/A	G11	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR22	N/A	G15	N/A	Dépenses PAE 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 52
NR23	N/A	G18	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 15.
NR24	N/A	G25	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer les dépenses effectuées dans le cadre du plan d'action de développement durable du ministère ou de l'organisme ainsi que le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Référez à la demande générale 47.
NR25	N/A	G27	N/A	Coût de reconduction des programmes	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 38.
NR26	N/A	G28	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR27	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référez à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR28	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR29	G44a	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR30	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR31	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR32	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR33	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR34	G56a	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR35	G56b	N/A	N/A	Plan culturel numérique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR36	G56c	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : c) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR37	G56d	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR38	G56e	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR39	G56f	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR40	G56h	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR41	G56i	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR42	G56j	N/A	N/A	Plan d'action Criminalité au Nunavik	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR43	G56k	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR44	G56l	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Famille pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR45	G56n	N/A	N/A	Plan d'action Services publics d'emplois 2023-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action des services publics d'emplois 2023-2024;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR46	G56o	N/A	N/A	Plan d'action en économie numérique	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en économie numérique;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR47	G56p	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, et ce, pour tous les ministères et organismes pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR48	G56q	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR49	G56r	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR50	G56s	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR51	G56t	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR52	G56u	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR53	G56v	N/A	N/A	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons»;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR54	G56w	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR55	G56x	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR56	G56y	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR57	G56z	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR58	G56aa	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR59	G56bb	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR60	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Industrie transport terrestre et mobilité durable 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR61	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR62	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR63	G56ff	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR64	G56gg	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Éducation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR65	G56hh	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR66	G56ii	N/A	N/A	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges»;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR67	G56jj	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR68	G56kk	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR69	G56ll	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR70	G56mm	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan pour une économie verte 2020-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR71	G56nn	N/A	N/A	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR72	G56oo	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR73	G56pp	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR74	G56qq	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Politique culturelle du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR75	G56rr	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	La réponse à cette question sera transmise par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR76	G56tt	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR77	G56uu	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR78	G56vv	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR79	G56ww	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR80	G56xx	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR81	G56yy	N/A	N/A	Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR82	G56zz	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie maritime 2015-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR83	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR84	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie nationale de production de bois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR85	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR86	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR87	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR88	G56fff	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR89	G56ggg	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR90	G56hhh	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR91	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR92	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Tourisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR93	G56kkk	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR94	N/A	G07	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR95	N/A	G09	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR96	N/A	G10	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR97	N/A	G19	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR98	N/A	G29	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR99	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR100	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR101	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR102	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR103	N/A	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR104	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR105	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2023-2024 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2023-2024 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	N/A	G20	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	N/A	G22	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2023-2024, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

<p>Question 1</p>	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2023-2024 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour;</p> <p>b) la copie des programmes et rapports de mission;</p> <p>c) les personnes rencontrées;</p> <p>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</p> <p>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</p> <p>f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;</p> <p>g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; <p>h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</p>
--------------------------	---

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun déplacement hors Québec.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question 2	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024: a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.
-------------------	---

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun voyage en avion ou en hélicoptère au Québec.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **3**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse;
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site Internet du Conseil.

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Question **4**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.

d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;

f) le but visé par chaque dépense;

g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.

h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;

j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

m) le but visé par chaque dépense;

n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.

o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Réponse :

e) Sommes dépensées en 2023-2024 ventilées par type d'événement :

ÉVÉNEMENT	MONTANT
Cérémonie du 50 ^e du Conseil du statut de la femme à l'Assemblée nationale :	5 518,34 \$
Lancement du livre jeunesse <i>Cap Égalité</i> :	6 582,60 \$
Lancement du documentaire <i>Les Héritières</i> :	9 480,95 \$
Total	21 581,89 \$

f) Le but visé par chaque dépense :

Promouvoir les activités du 50^e anniversaire du Conseil du statut de la femme ainsi que sa mission qui est d'informer, d'éduquer et de sensibiliser la population québécoise sur toute question liée à l'égalité.

Question 5

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Aucune somme n'a été dépensée en formation de communication par le Conseil du statut de la femme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 22 et 23).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question 6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSES
Anctil, Gabrielle	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$	640 \$
Article 79 inc.	Services de veille parlementaire	5 492 \$	5 034 \$
Bla bla rédaction	Révision linguistique de différents documents	12 000 \$	4 469 \$
Bourdillon, Rémy	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$	640 \$
Caleb, Marine	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	640 \$
Calla, Cécile	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$	640 \$
Cluzel, Clémence	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 920 \$	640 \$
Carrier Pigiste inc.	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	4 480 \$	3 200 \$
Demers, Lemay, Miriane	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	2 640 \$
Demers, Lemay, Miriane	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	4 480 \$	3 520 \$
Émond, Ariane	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	800 \$
Fleuri, Johann	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$	640 \$
Girardot, Clément	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 920 \$	640 \$
L'Effet Monstre inc.	Procéder à une analyse du site CSF et de ses trois outils de recherche afin de rendre le site performant et sa fonction recherche efficace et évolutive	24 500 \$	560 \$

Question **6**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSES
Massicollo, Elisabeth	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$	1 280 \$
Mercier, Hélène	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	2 640 \$
Mercier, Hélène	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	1 440 \$
Moisan, Mylène	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	3 200 \$
Morin, Nadia	Illustration d'éditions mensuelles pour la <i>Gazette des femmes</i>	9 600 \$	4 400 \$
Myre, Sabrina	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	1 440 \$
Nantel, Mélina	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	1 360 \$
Nantel, Mélina	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	2 560 \$
Pelchat, Catherine	Services d'une recherchiste dans le cadre du 50e anniversaire du Conseil du statut de la femme	14 625 \$	1 462 \$
Les solutions vulmetric inc.	Services d'audit de sécurité pour l'infrastructure technologique du CSF	12 360 \$	12 360 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Conseil : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>.

<p>Question 7</p>	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
--------------------------	--

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a réalisé aucun appel d'offre public.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

<p>Question 8</p>	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
--------------------------	--

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du Conseil : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>.

Question 9

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'année financière 2023-2024, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a initié aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques répondant aux critères définis dans les *Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles* au cours de cette période.

Question **10**

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année :
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Réponse :

Hébergement de données en infonuagique	
Coût réel	Pénalité
4 619 \$	0 \$

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question 11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Réponse :

	Nature de la dépense	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	TOTAL
a	Photocopie	126 \$	225 \$	264 \$	155 \$	138 \$	176 \$	154 \$	156 \$	193 \$	159 \$	0	1 746 \$
b.	Mobilier de bureau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
c.	Ameublement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
d.	Décoration et embellissement	0	0	23 \$	400 \$	0	0	0	0	0	0	0	423 \$
e.	Distributeur d'eau de source	0	0	0	814 \$	0	0	0	0	0	40 \$	0	854 \$
f.	Remboursement des frais de transport	0	495 \$	1 083 \$	417 \$	280 \$	790 \$	1 760 \$	932 \$	2 297 \$	222 \$	403 \$	8 679 \$
g.	Le remboursement des frais d'hébergement	0	0	3 088 \$	65 \$	119 \$	- 40 \$ ¹	788 \$	47 \$	2 504 \$	177 \$	420 \$	7 168 \$
h.	Le remboursement des frais de repas	0	211 \$	392 \$	678 \$	23 \$	61 \$	198 \$	242 \$	561 \$	250 \$	49 \$	2 665 \$
i.	Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
j.-I	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	0	92 \$	3 880 \$	1 223 \$	163 \$	75 \$	4 213 \$	115 \$	0 \$	0 \$	1 753 \$	11 514 \$
j.-II	À l'extérieur du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$

1 Correction sur un rapport de frais

Question **12**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Réponse :

b.	Coût des frais d'itinérance	0 \$
c.	Coût lié aux dépassements des forfaits de données	39 \$
d.	Coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

Pour les sous questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25) : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **13**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o) le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2023-2024;
- p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilés par région

Réponse :

Note : Veuillez prendre note que les réponses à cette question concernant l'effectif du Conseil considèrent l'ensemble du personnel visé par la Loi sur la fonction publique, ce qui exclut les personnes titulaires d'un emploi supérieur, en l'occurrence la présidente du Conseil du statut de la femme.

a et b) Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

c) Nombre de jours de maladie pris par le personnel

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **13**

Suite

Réponse :

d) Nombre total et ventilation du nombre de jours de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

e) Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

f) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

g) Nombre de personnes ayant, dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) Nombre et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

j) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **13**

Suite

Réponse :

k) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

l) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

m) Nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

n) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emplois pour 2023-2024 et les cinq années précédentes

Le Conseil du statut de la femme n'a aboli aucun poste en 2023-2024. Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre le budget de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilés par région

6 postes vacants – Capitale Nationale.

11,06 ETC non comblés – Capitale Nationale

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

Question **14**

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025:

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

a) Nombre de départs à la retraite

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Quatre remplacements effectués au cours de cette période.

c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Aucune personne retraitée n'a été engagée au cours de cette période.

Question **15**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

d.	Coûts d'aménagement et de rénovation	2 323 \$
e.	Durée du bail	Le bail se renouvelle annuellement Date d'échéance : 2026-10-31
g.	En cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.	Aucun

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27) :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **16**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir:

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **17**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun travail lié au déménagement, à l'aménagement ou à la rénovation dans l'espace occupé par la haute direction.

Question **18**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **19**

Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **20**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a aucun emploi hors structure.

Question **21**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **22**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **23**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Aucun membre du personnel rémunéré par le Conseil n'est affecté à d'autres organismes publics, parapublics ou autres.

Question **24**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
Article 79	5 034 \$	<i>Veille parlementaire quotidienne</i>
Broceliand	23 \$	<i>Pearltrees</i>
Causette média SARL	122 \$	<i>La causette</i>
Communication Arts	95 \$	<i>Communications Arts</i>
Communications Grenier	149 \$	<i>Grenier aux nouvelles</i>
Coopérative nationale de l'information indépendante	108 \$	<i>Le Soleil</i>
Le Devoir	322 \$	<i>Le Devoir</i>
Digital River GMgH – American Library Association	294 \$	<i>RDA Toolkit</i>
Érudit	123 \$	<i>Recherches féministes</i>
Ms. Magazine	58 \$	<i>Ms. (Féministe et libéral – Revue américaine)</i>
Mishmash Média	72 \$	<i>L'actualité</i>
Publications Mass-Media Inc.	2 250 \$	<i>Le Courrier parlementaire</i>
RIBG - MTESS	4 500 \$	<i>Réseau des bibliothèques gouvernementales / PortFolio</i>
Premières en affaires	20 \$	<i>Premières en affaires</i>
TOTAL	13 170 \$	

Question **25**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

Billets	Coût
Achat billet - Gala jeune personnalité d'affaires Banque Nationale, le 29 février 2024 (Jeune Chambre de commerce de Québec) - 32e édition	350 \$
Achat de 6 billets pour la Soirée de l'Ombre à la lumière le 8 novembre 2023 - YWCA (En soutien aux femmes dans le besoin)	2 250 \$
Billet - 80 ^e anniversaire du Département des relations industrielles, le 2023-10-20	40 \$
Total	2 640 \$

Question **26**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement;
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

Réponse :

	SUJETS	DÉTAILS
a)	ADRESSE DU SITE INTERNET :	www.csf.gouv.qc.ca
b)	LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Le site Web actuel du Conseil est en ligne depuis février 2010. Sa conception initiale a été assurée par la firme iXmédia (2009-2010).
c)	LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	s.o.
d)	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	1 985,83 \$
e)	LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Aucun
h)	LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATIONS DES NOMS DE DOMAINES	Aucun

	SUJETS	DÉTAILS
a)	ADRESSE DU SITE INTERNET :	www.gazettedesfemmes.ca
b)	LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications (2011)
c)	LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	s.o.
d)	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Les coûts d'hébergement sont intégrés aux coûts d'hébergement du site Web du Conseil (voir plus haut).
e)	LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Aucun
h)	LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DES NOMS DE DOMAINES	Aucun

Question **27**

Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

Le Conseil n'a pas effectué de dépenses pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.

Question **28**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024:

- a) le détail des mandats
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **29**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **30**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **31**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **32**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **33**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun montant du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au cours de cette période.

Question **34**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a versé aucun boni ni aucune prime au rendement.

Question **35**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme

Question **36**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Aucune prime de départ n'a été versée.

Question **37**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **38**

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **39**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **40**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) La dépense totale en informatique est de 173 192 \$, au 29 février 2024.
- b) Les informations sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- c) La sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- e) La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **41**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **42**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié de cet avantage.

Réponse :

Aucun paiement à des associations professionnelles et aucun remboursement de cotisation à un membre du personnel.

Question **43**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas réalisé de sondage.

Question **44**

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas de dépense visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre.

Question **45**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

Question **46**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **47**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a investi aucune somme en ce sens.

Le [Plan d'action de développement durable 2023-2028](#) est disponible sur le site internet du Conseil.

Question **48**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **49**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

Réponse :

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

Question **50**

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme:

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Réponse :

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante:

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf

Question **51**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a dépensé aucune somme pour l'acquisition de matériel pour fins de télétravail.

Question **52**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024:
a) Les sommes dépensées;
b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a dépensé aucune somme en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse suivante : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **53**

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation :

- a) la firme retenue;
- b) la copie du contrat;
- c) la date de fin du contrat;
- d) la valeur prévue au contrat;
- e) les sommes dépensées à ce jour.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **54**

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 21).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **55**

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **56**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a réalisé aucun concours ni tirage.

Question **57**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024:

a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;

b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;

c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;

d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Réponse :

a) Une directrice : Ichrak Zahar

8 ressources :

Sébastien Boulanger
Anick Cantin
Guylaine Grenier
Stéphanie Langlois
Andrée Poitras
Mona Sebbane
Chloé Thibault
Marie-Eve Tremblay

b) Dépenses 2023-2024 : 317 130 \$

c) **Article 79** : Abonnement aux services de veille gouvernementale et parlementaire

Total : 5 034 \$

Influence Communication : Service de veille de la presse écrite

Total : 6 527,12 \$

Influence Communication : Service de veille des médias électroniques

Total : 4 429,07 \$

Question **58**

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :
a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
b) le type d'incidents;
c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

Réponse :

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Question **59**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun stagiaire.

Question **60**

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.
a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucune consultation avec les Autochtones.

Question **61**

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:

<https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **62**

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:

<https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **63**

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **64**

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **65**

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **66**

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **67**

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **68**

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Réponse :

La valeur des actifs nets provient du système comptable SAGIR au 29 février 2024 est de 20 626,98 \$

Question **69**

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **70**

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

Réponse :

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

Question **71**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

Question **72**

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2022-2023 et en 2023-2024:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

Question **73**

Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question **74**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Réponse :

Aucun comité n'a été formé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{ÈRE} OPPOSITION – PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC
TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question
53	Rencontres du bureau de la présidence
54	Effectifs par région
55	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine.
56	Mandats confiés au CSF
57	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
58	Comités sur lesquels siège le CSF
59	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF

Question **53**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
- b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
- d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du Conseil en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 20) à l'adresse : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>.

Question **54**

Concernant le Conseil du statut de la femme, pour la dernière année financière :

- a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région ;
- b) budget alloué, ventilé par grandes catégories ;
- c) liste des avis remis au gouvernement.

Réponse :

a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL*
Capitale-Nationale	2	18	6	1	27
Total	2	18	6	1	27

*excluant la présidente

b) Budget alloué, ventilé par grandes catégories

Relations internationales et Francophonie

PROGRAMME 3
Condition féminine

(en milliers de dollars)

Éléments	Budget de dépenses 2024-2025	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits 2024-2025	Crédits 2023-2024
1. Conseil du statut de la femme	3 663,3	15,0	17,8	3 666,1	3 615,8
2. Secrétariat à la condition féminine	29 683,4	5,0	10,0	29 688,4	29 088,1
	33 346,7	20,0	27,8	33 354,5	32 703,9
Crédits à voter				33 354,5	32 703,9

Ce programme vise à assurer l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes par la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Ventilation par supercatégorie
(en milliers de dollars)

	Éléments		2024-2025	2023-2024
	1	2		
Budget de dépenses				
Rémunération	2 687,1	4 883,9	7 571,0	7 433,8
Fonctionnement	978,2	848,2	1 824,4	1 837,9
Transfert	-	23 951,3	23 951,3	23 424,4
	3 663,3	29 683,4	33 346,7	32 696,1
Budget d'investissements				
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	5,0	3,0	8,0	8,0
Immobilisations en ressources informationnelles	12,8	7,0	19,8	19,8
	17,8	10,0	27,8	27,8

Budget de dépenses 2024-2025
17-7

c) Liste des avis remis au gouvernement

Voir la réponse à la question 57 pour la liste des documents produits par le Conseil.

Question **55**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2023-2024.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **56**Liste de tous les mandats confiés au CSF depuis le 1^{er} avril 2023.

Réponse :

Un mandat confié au CSF par la ministre responsable de la Condition féminine :

- Produire un rapport sur la prévention de la violence faite aux femmes en vue de guider l'action gouvernementale.

Question **57**

Fournir, pour 2023-2024, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

a) Avis

- L'égalité entre les femmes et les hommes : Regard sur 50 ans d'évolution au Québec
- L'accès aux services de garde : un impératif pour les femmes du Québec
- Intelligence artificielle : des risques pour l'égalité entre les femmes et les hommes

b) Mémoires

- Pour l'embauche et la rétention de femmes dans le secteur de la construction – Commentaires sur le projet de loi no 51 Loi modernisant l'industrie de la construction
- Commentaires sur le projet de loi no 42 relatif au harcèlement psychologique et à la violence à caractère sexuel en milieu de travail
- Commentaires sur les projets de règlements relatifs aux grossesses pour autrui

c) Études

- L'égalité entre les femmes et les hommes : Regard sur 50 ans d'évolution au Québec

d) Communications publiques

- Éditions numériques
 - L'accès aux services de garde : un impératif pour les femmes du Québec
 - Campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes 2023
 - Avis sur l'intelligence artificielle : des risques pour l'égalité entre les femmes et les hommes
 - Les femmes et la pandémie
 - Présence des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs – Compilation 2022
- Stratégie numérique multiplateforme
 - Publications sur les comptes Instagram, Twitter, Facebook et LinkedIn en continu
- 50e anniversaire du Conseil
 - Bande dessinée jeunesse *Cap Égalité*
 - Documentaire *Les héritières*
- Magazine Gazette des femmes (GF)
 - 11 éditions thématiques :
 - Histoires de dices : portraits d'égalité
 - Femmes du monde : des initiatives féministes
 - L'égalité à cœur : regards d'avenir
 - Les violences sexistes : reprendre nos droits
 - Leadership, gouvernance et mixité : le pari démocratique
 - Éducation et stéréotypes : socialiser le genre humain
 - Femmes de terrain : le sport à loisir
 - Cultiver l'art
 - Santé des femmes et environnement : prendre parole
 - Composer sa famille
 - Le marché du travail : participation, équité, autonomie

Question **58**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2023-2024.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2022-2023:

- Comité interministériel en vue de la préparation d'une nouvelle Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes
- Comités et chantiers du Secrétariat à la condition féminine sur les violences conjugale et sexuelle
- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
- Comité aviseur de l'Observatoire québécois des inégalités
- Comité de suivi de la recherche sur le travail invisible des agricultrices
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec
- Comité consultatif du Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale
- Comité de sélection du prix égalité Thérèse Casgrain
- Comité de suivi de l'action 4 du Plan d'action en matière d'intimidation et de cyberintimidation (MFA)
- Comité scientifique - sondage sur les obstacles à l'accès des postes de cadres de la fonction publique québécoise
- Comité de sélection de projets visant à contrer le harcèlement psychologique en milieu de travail
- Comité de révision de la grille d'évaluation des manuels scolaires (MEQ)
- Comité parité (PAEE) de la CDPDJ
- Comité de suivi de l'action sur l'hostilité en ligne visant les femmes
- Table de concertation interministérielle en commémoration

Question **59**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3^E OPPOSITION – PARTI QUÉBÉCOIS
TABLE DES MATIÈRES**

#	Sujet de la question
75	Rencontres du bureau de la présidence
76	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine.
77	Différence entre les dépenses prévues et réelles
78	Effectifs par région
79	Organigramme
80	Mandats confiés au CSF
81	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
82	Comités sur lesquels siège le CSF
83	Comités sur lesquels ne siège plus le CSF depuis la fermeture des bureaux régionaux
84	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF

Question **75**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
- b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
- d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du Conseil en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 20) à l'adresse : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>.

Question **76**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2023-2024.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **77**

Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **78**

Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région, pour les trois dernières années.
Fournir les prévisions pour 2024-2025.

Réponse :

Liste des effectifs en poste, ventilés par région 2023-2024

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL*
Capitale-Nationale	2	18	6	1	27
Total	2	18	6	1	27

*Excluant la présidente

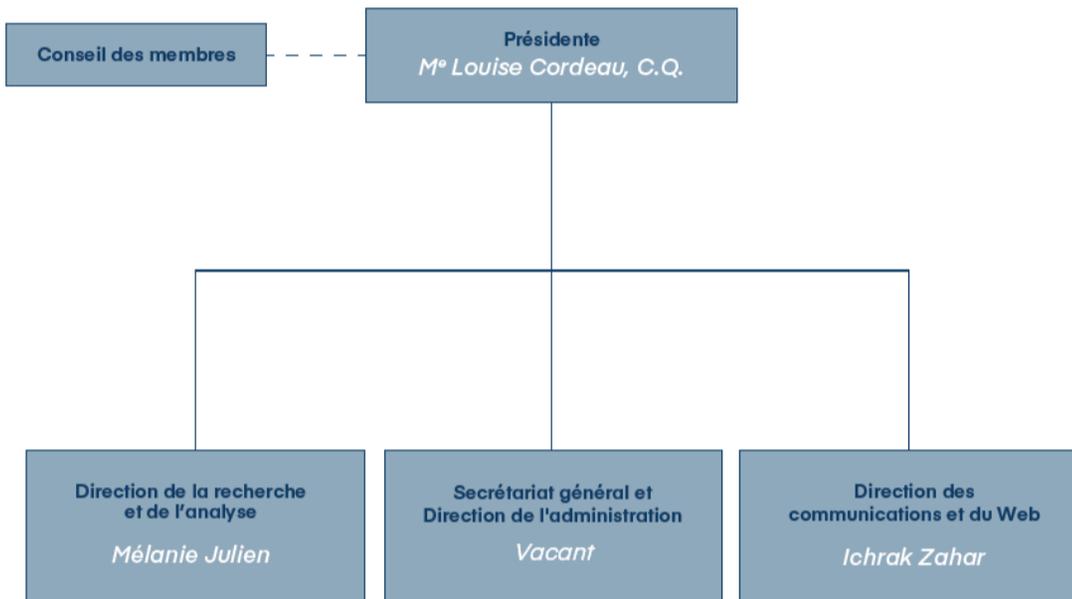
Question **79**

Organigramme du CSF.

Réponse :



Organigramme



Question **80**

Liste de tous les mandats confiés au CSF pour 2023-2024.

Réponse :

Mandat confié au CSF par la ministre responsable de la Condition féminine :

- Produire un rapport sur la prévention de la violence faite aux femmes en vue de guider l'action gouvernementale.

Question **81**

Fournir, pour 2023-2024, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

a) Avis

- L'égalité entre les femmes et les hommes : Regard sur 50 ans d'évolution au Québec
- L'accès aux services de garde : un impératif pour les femmes du Québec
- Intelligence artificielle : des risques pour l'égalité entre les femmes et les hommes

b) Mémoires

- Pour l'embauche et la rétention de femmes dans le secteur de la construction – Commentaires sur le projet de loi no 51 Loi modernisant l'industrie de la construction
- Commentaires sur le projet de loi no 42 relatif au harcèlement psychologique et à la violence à caractère sexuel en milieu de travail
- Commentaires sur les projets de règlements relatifs aux grossesses pour autrui

c) Études

- L'égalité entre les femmes et les hommes : Regard sur 50 ans d'évolution au Québec

d) Communications publiques

- Éditions numériques
 - L'accès aux services de garde : un impératif pour les femmes du Québec
 - Campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes 2023
 - Avis sur l'intelligence artificielle : des risques pour l'égalité entre les femmes et les hommes
 - Les femmes et la pandémie
 - Présence des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs – Compilation 2022
- Stratégie numérique multiplateforme
 - Publications sur les comptes Instagram, Twitter, Facebook et LinkedIn en continu
- 50e anniversaire du Conseil
 - Bande dessinée jeunesse *Cap Égalité*
 - Documentaire *Les héritières*
- Magazine Gazette des femmes (GF)
 - 11 éditions thématiques :
 - Histoires de dices : portraits d'égalité
 - Femmes du monde : des initiatives féministes
 - L'égalité à cœur : regards d'avenir
 - Les violences sexistes : reprendre nos droits
 - Leadership, gouvernance et mixité : le pari démocratique
 - Éducation et stéréotypes : socialiser le genre humain
 - Femmes de terrain : le sport à loisir
 - Cultiver l'art
 - Santé des femmes et environnement : prendre parole
 - Composer sa famille
 - Le marché du travail : participation, équité, autonomie

Question **82**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2023-2024.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2023-2024:

- Comité interministériel en vue de la préparation d'une nouvelle Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes
- Comités et chantiers du Secrétariat à la condition féminine sur les violences conjugale et sexuelle
- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
- Comité aviseur de l'Observatoire québécois des inégalités
- Comité de suivi de la recherche sur le travail invisible des agricultrices
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec
- Comité consultatif du Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale
- Comité de sélection du prix égalité Thérèse Casgrain
- Comité de suivi de l'action 4 du Plan d'action en matière d'intimidation et de cyberintimidation (MFA)
- Comité scientifique - sondage sur les obstacles à l'accès des postes de cadres de la fonction publique québécoise
- Comité de sélection de projets visant à contrer le harcèlement psychologique en milieu de travail
- Comité de révision de la grille d'évaluation des manuels scolaires (MEQ)
- Comité parité (PAEE) de la CDPDJ
- Comité de suivi de l'action sur l'hostilité en ligne visant les femmes
- Table de concertation interministérielle en commémoration

Question **83**

Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.

Réponse :

Les bureaux régionaux sont fermés depuis 2015, cette question semble donc non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **84**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>